Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 41/25 - III – TRAV

Exempt - appel en matière de droit du travail.

Audience publique du trois avril deux mille vingt-cinq.

Numéro CAL-2024-00408 du rôle

Composition:

Alain THORN, président de chambre,
Anne-Françoise GREMLING, premier conseiller,
Marc WAGNER, conseiller,
Isabelle HIPPERT, greffier.

Entre :

la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) s.à r.l., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), représentée par son gérant actuellement en fonctions,

e n t

r e :

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice suppléant Luana COGONI, en remplacement de l'huissier de justice Véronique REYTER d'Esch-sur-Alzette, du 19 février 2024,

comparant par la société en commandite simple KLEYR GRASSO s.e.c.s., inscrite sur la liste V du tableau de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-2361 Strassen, 7, rue des Primeurs, représentée aux fins de la présente procédure par Maître Rosario GRASSO, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à la même adresse.

et :

PERSONNE1.), demeurant à L-ADRESSE2.),

intimée aux fins du susdit exploit COGONI,

comparant par Maître Marc PETIT, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Saisi le 10 août 2023 d'une requête déposée par PERSONNE1.) tendant à la condamnation de son ancien employeur, la société à responsabilité limitée SOCIETE1.), à lui payer la somme de 9.744,12 euros à titre d'arriérés de salaires pour les mois d'avril à juin 2022 et d'une demande reconventionnelle formulée par la défenderesse tendant à la condamnation de la requérante au montant de 23.400 euros pour avoir encaissé des loyers et cautions des locataires de la société à responsabilité limitée SOCIETE1.), le tribunal du travail de Luxembourg a, par jugement contradictoire du 12 janvier 2024, après avoir reçu les demandes principale et reconventionnelle en la forme et rejeté l'exception de libellé obscur, condamné l'employeur au paiement de la somme de 6.698,86 euros, avec les intérêts au taux légal à partir de la demande en justice jusqu'à solde.

Les demandes respectives des parties en allocation d'une indemnité de procédure ont été rejetées.

Pour statuer ainsi, la juridiction du travail de première instance a notamment retenu que la partie défenderesse n'a pas pu se méprendre sur l'objet de la demande en justice et que l'employeur est resté en défaut de prouver qu'il a payé l'intégralité des salaires dus à PERSONNE1.).

Quant à la demande reconventionnelle, le tribunal a observé qu'il résulte des deux extraits bancaires versés en cause que PERSONNE1.) a encaissé, sur son compte personnel, les loyers d'août et septembre 2022, à hauteur de 2.200 euros, d'un des locataires de son employeur et que la salariée n'établit pas avoir continué cette somme à son employeur.

S'agissant des autres montants réclamés par la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) et résultant de son offre de preuve, il a constaté que celle-ci ne verse aucune attestation testimoniale valant commencement de preuve que PERSONNE1.) aurait encaissé les autres montants réclamés.

Les juges de première instance ont écarté l'offre de preuve pour défaut de précision aux motifs qu'elle ne contient aucune date quant aux paiements qui auraient été effectués et qu'elle est contredite par les pièces versées en cause, PERSONNE1.) n'ayant commencé à travailler pour la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) que le 16 avril 2022.

La demande de l'employeur n'a dès lors été déclarée fondée qu'à concurrence du montant de 2.200 euros et cette somme a été déduite, par compensation, de celle redue à PERSONNE1.) à titre d'arriérés de salaire.

La société à responsabilité limitée SOCIETE1.) a interjeté appel du susdit jugement par exploit d'huissier du 19 février 2024.

L'appelante reprend ses moyens exposés en première instance.

Elle reproche, en premier lieu, au tribunal d'avoir écarté le moyen du libellé obscur et déclaré la requête recevable.

L'appelante fait valoir qu'elle n'a pas pu comprendre la nature des montants réclamés et utilement préparer sa défense, au motif que la requête introductive d'instance « *mêle plusieurs notions et sème la confusion sur l'objet de la demande.* »

Ce serait à juste titre que les juges de première instance auraient déclaré la demande reconventionnelle fondée dans son principe. Le quantum retenu par les juges du premier degré serait cependant erroné et l'offre de preuve aurait été écartée à tort. En effet, celle-ci serait précise, pertinente et concluante.

Elle reformule son offre de preuve par voie d'enquête et demande encore la production forcée, sous peine d'astreinte, des extraits du compte bancaire de l'intimée auprès de la banque SOCIETE2.), pour la période du 16 avril au 31 décembre 2022.

Elle demande à la Cour de la décharger de la condamnation au paiement du montant de 6.698,86 euros et requiert la condamnation de l'intimée au montant de 23.400 euros, à titre de remboursement des cautions et loyers de ses locataires encaissés par l'intimée.

L'appelante sollicite encore, par réformation du jugement déféré, une indemnité de procédure de 2.000 euros, pour la première instance, et réclame le montant de 1.500 euros à ce titre pour l'instance d'appel.

PERSONNE1.) a notifié des conclusions à la partie adverse, en date du 27 novembre 2024.

La société à responsabilité limitée SOCIETE1.) conclut, sur le fondement de l'article 222-2 du Nouveau code de procédure civile, à l'irrecevabilité de ces conclusions et de la farde de pièces versée à l'appui de celles-ci.

Appréciation de la Cour

L'appel interjeté le 19 février 2024 par la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) contre le jugement du 12 janvier 2024, lui notifié le 18 janvier 2024, est recevable pour avoir été introduit dans les délai et forme de la loi.

Quant à la recevabilité de la requête introductive d'instance

Le tribunal du travail, après avoir exposé les exigences de forme relatives aux requêtes en matière de travail et le cadre juridique régissant l'inobservation de celles-ci, a retenu, à bon droit, « *qu'il résulte de la requête introductive d'instance que PERSONNE1.) reproche à la société SOCIETE1.) de ne pas lui avoir réglé ses salaires pour les mois d'avril 2022, mai 2022 et juin 2022* » et qu' « *elle a ventilé sa demande et chiffré sa demande au montant total de 9.744,12 euros* » pour en conclure, à juste titre, que « *la partie défenderesse n'a ainsi pas pu se méprendre sur l'objet de la demande en justice qui répond dès lors aux prescriptions de l'article 145 du Nouveau code de procédure civile, de sorte que le moyen tiré du libellé obscur est à rejeter* ».

Par ailleurs, l'appelante n'établit pas un grief provenant d'une entrave dans l'organisation de sa défense, la mettant dans l'impossibilité de préparer utilement sa défense, une simple allégation à ce sujet n'étant pas suffisante.

L'appel quant à la recevabilité de la demande est dès lors à rejeter comme non fondé.

Quant à la recevabilité des conclusions en réponse de PERSONNE1.) du 27 novembre 2024 et des pièces communiquées

Par ordonnance notifiée en date du 17 juin 2024 aux parties, les délais impartis à celles-ci pour notifier leurs conclusions et communiquer leurs pièces ont été fixés, à peine de forclusion, conformément au prescrit de l'article 222-1, paragraphe (3), du Nouveau code de procédure civile.

Suivant l'article 222-2, paragraphe (1), 1^{ière} phrase, de ce même code, « *le défendeur est tenu de notifier ses conclusions en réponse et de communiquer toutes les pièces invoquées à l'appui de sa défense et de ses prétentions à l'avocat du demandeur dans un délai de trois mois à compter du jour suivant la notification aux avocats constitués de l'ordonnance visée à l'article 222-1, paragraphe 3.* »

Ce délai est suspendu entre le 16 juillet et le 15 septembre, conformément au paragraphe (3) de l'article 222-2 dudit code.

Il s'ensuit que les conclusions en réponse de PERSONNE1.) auraient dû être notifiées et les pièces à leur appui communiquées, en application des dispositions précitées, au plus tard pour le 17 novembre 2024.

Dès lors, les conclusions en réponse de PERSONNE1.) notifiées en date du 27 novembre 2024, ainsi que les pièces communiquées à cette même date, sont à déclarer irrecevables pour cause de forclusion.

Quant au fond

Il résulte des énonciations du jugement déféré et des termes du courrier officiel du mandataire de l'appelante du 28 septembre 2023 (pièce n°9 versée par l'étude Kleyr Grasso) que le contrat de travail de l'intimée, conclu en date du 16 avril 2022, a été résilié pendant la période d'essai, avec effet au 15 juin 2022.

La société à responsabilité limitée SOCIETE1.) ne conteste pas redevoir à PERSONNE1.) le montant de 8.898,86 euros à titre d'arriérés de salaires, pour les mois d'avril à juin 2022. En effet, elle ne prouve pas avoir payé ses salaires à l'intimée.

Au contraire, le non-paiement de la rémunération réclamée résulte encore du courrier officiel du 28 septembre 2023 précité, dans lequel l'employeur propose de compenser les arriérés de salaires avec des sommes soi-disant rédues de la part de la salariée.

Quant à la demande en remboursement des loyers et cautions prétendument encaissés par l'intimée, la Cour constate que si les deux extraits bancaires versés en cause démontrent que PERSONNE2.), un des locataires de l'appelante, a versé sur un compte auprès de la banque SOCIETE2.), détenu apparemment par PERSONNE1.), en date des 22 août et 23 septembre 2022,

la somme de 2.200 euros à titre de loyers d'août et septembre 2022, ces virements ont eu lieu des mois après la fin des relations de travail entre parties.

L'offre de preuve fait état de virements et de versements en cash de garanties locatives et de loyers à l'intimée effectués par des locataires de l'appelante entre le 16 avril 2022 et le 31 décembre 2022, alors que le contrat de travail de l'intimée a été résilié avec effet au 15 juin 2022, comme précisé ci-dessus.

Les quatre contrats de bail versés aux débats ont été conclus respectivement en date des 1^{er} janvier 2021, 26 octobre 2021, 1^{er} novembre 2021 et 1^{er} février 2022. Ils sont donc tous largement antérieurs à la date de prise d'effet du contrat de travail de PERSONNE1.). Or, une garantie locative est à verser au début du bail.

Eu égard à ces éléments, se pose la question de savoir en quelle qualité l'intimée, engagée en tant que « Chef de partie », aurait, le cas échéant, avant ou après la fin de son contrat de travail, procédé à l'encaissement des sommes en cause.

La réponse à cette question est déterminante pour apprécier si la contestation relative à ces recouvrements est à considérer comme une contestation relative au contrat de travail.

Il échet dès lors de rouvrir les débats et d'inviter les parties à conclure sur la compétence matérielle des juridictions du travail – question d'ordre public – pour connaître de la demande reconventionnelle formulée par l'appelante.

Il y a lieu de surseoir à statuer pour le surplus et de réserver tous droits et demandes des parties, ainsi que les frais et dépens.

PAR CES MOTIFS :

la Cour d'appel, troisième chambre, siégeant en matière de droit du travail, statuant contradictoirement,

déclare l'appel recevable,

déclare les conclusions en réponse de PERSONNE1.) notifiées en date du 27 novembre 2024, ainsi que les pièces communiquées ce même jour, irrecevables,

confirme le jugement déferé en ce qu'il a rejeté le moyen tiré du libellé obscur de la requête introductive d'instance et déclaré la demande principale de PERSONNE1.) recevable,

avant tout autre progrès en cause,

ordonne la réouverture des débats et invite les parties à conclure sur la compétence matérielle des juridictions du travail pour connaître de la demande reconventionnelle formulée par la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) devant le tribunal du travail,

renvoie l'affaire devant le magistrat de la mise en état,

réserve le surplus et les frais.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Monsieur le président de chambre Alain THORN, en présence du greffier Isabelle HIPPERT.